



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 25 septembre 2025

Le Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale (Banxico) a abaissé son taux directeur de 25 points de base (pdb), pour le porter à 7,50 %.

LE CHIFFRE A
RETENIR

7,50 %

Taux d'intérêt directeur
de Banxico au 25
septembre

Banxico a procédé à sa sixième baisse de taux de l'année (5 baisses des 50 pdb au S1 2025 et une baisse de 25 pdb en août dernier) dans un contexte de modération de l'inflation, qui a réintégré la fourchette cible de Banxico (3 % \pm 1) en août.

Cette nouvelle baisse de 25 pdb intervient une semaine après la baisse de 25 pdb de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui a repris son cycle d'assouplissement monétaire après l'avoir mis en pause depuis le début de l'année.

D'après le communiqué de politique monétaire, le Conseil des Gouverneurs pourra envisager de nouvelles baisses d'ici la fin de l'année. Le consensus de marché mesuré par l'enquête de Citi s'attend à ce que le taux d'intérêt directeur clôture l'année à 7 %.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Suite à sa mission au Mexique dans le cadre de l'article IV, le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour 2025 à 1 % et pour 2026 à 1,5 %. D'après le communiqué du FMI, l'assainissement budgétaire, la politique monétaire toujours restrictive et les tensions commerciales avec les États-Unis ont pesé sur la consommation et l'investissement depuis le début de l'année, tandis que les exportations ont fait preuve de résilience. Le Fonds souligne que la solidité du cadre économique et politique du Mexique a constitué un atout face à l'incertitude de l'environnement économique. La croissance devrait s'accélérer en 2026, même si l'effet des droits de douane et l'incertitude commerciale persisteront. Les risques à court terme pour l'activité sont globalement équilibrés. La recrudescence des tensions commerciales et le resserrement des conditions financières mondiales font peser des risques à la baisse sur l'activité. D'autre part, une demande plus forte que prévu aux États-Unis et une résolution de l'incertitude tarifaire (notamment par une révision favorable du T-MEC ou une utilisation accrue des préférences prévues par ce traité) constituent des risques à la hausse pour les projections. L'inflation globale, qui est en train de se modérer, devrait converger vers l'objectif de 3 % fixé par la Banque centrale (Banxico) au second semestre 2026. Parmi les risques baissiers, le FMI souligne que la désinflation des prix des denrées alimentaires pourrait s'inverser et que l'incertitude mondiale pourrait catalyser une dépréciation du peso, ce qui augmenterait les prix des biens.

Le gouvernement fédéral a lancé des consultations dans les 32 États du pays pour évaluer l'impact de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (T-MEC) et mieux définir les priorités d'investissement, a indiqué le ministre de l'Économie Marcelo Ebrard. À la demande de la présidente Claudia Sheinbaum, M. Ebrard rencontrera prochainement les gouverneurs et secrétaires au Développement économique de chaque État afin de définir plus précisément les priorités via ces consultations. Les informations recueillies seront ensuite systématisées pour identifier les convergences entre les différentes entités fédératives et établir une feuille de route commune, permettant de coordonner les initiatives au niveau national. Cette démarche répond à la nécessité d'adapter la stratégie d'investissement aux spécificités économiques locales, en tenant compte des différences sectorielles, de la structure productive et des priorités propres à chaque territoire. Elle permettra notamment de cibler les secteurs à fort potentiel, d'optimiser l'allocation des ressources publiques et privées, et d'identifier les complémentarités régionales susceptibles de renforcer la compétitivité nationale. Dans un contexte où les investissements étrangers et le commerce international sont des leviers clés pour soutenir la croissance, cette approche cherche à assurer une meilleure cohérence entre les politiques locales et les objectifs stratégiques nationaux, tout en favorisant un dialogue direct avec les acteurs économiques régionaux.

L'activité économique a reculé de 0,9 % en juillet 2025 par rapport au mois précédent, selon l'Indice Global de l'Activité Économique (IGAE) publié par l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI). En données désaisonnalisées, ce recul traduit un ralentissement de l'économie, qui se confirme sur un an avec une baisse de 1,2 % g.a.. Par secteur d'activité, les activités primaires ont enregistré une forte contraction de 12,2 % g.a., reflétant la baisse de la production agricole et extractive. Les activités secondaires, incluant l'industrie manufacturière et la construction, ont diminué de 2,8 % g.a., indiquant un repli des chaînes de production et des investissements industriels. Les activités tertiaires ont enregistré une croissance annuelle modeste de 0,4 %, soutenant partiellement l'activité globale. Cette performance souligne un contexte économique fragilisé à court terme, marqué par un net recul des secteurs primaire et secondaire, tandis que le secteur des services montre encore une certaine résilience.

L'inflation annuelle a ralenti à 3,74 % g.a. lors de la première quinzaine de septembre 2025, contre 4,66 % g.a. un an plus tôt selon l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI). Cette baisse s'explique surtout par le ralentissement de l'inflation non sous-jacente, qui est tombée à 2,01 % g.a. après 6,73 % g.a. à la même période en 2024, sous l'effet d'une baisse des prix de l'énergie et d'une moindre pression sur les produits agricoles. En parallèle, l'inflation sous-jacente, qui exclut les biens et services les plus volatils, a légèrement accéléré à 4,26 % g.a., contre 3,95 % un an auparavant, soutenue par la hausse des prix des marchandises et des services. L'Indice des prix à la consommation de la *Canasta de Consumo Mínimo* (panier de consommation de base) a suivi une trajectoire similaire, progressant de 3,71 % g.a., après 4,47 % g.a. en septembre 2024.

Sectoriel

Selon la Fédération mexicaine de l'industrie aérospatiale (Femia), le secteur aérospatial du Mexique enregistrerait en moyenne une croissance annuelle de 10 %, soutenue notamment par le T-MEC. Avant la pandémie, les exportations du secteur augmentaient de plus de 14 % par an, et depuis 2023, les ventes à l'étranger dépassent régulièrement les 10 %. Environ 80 % des pièces produites au Mexique sont destinées aux marchés nord-américains, tandis que le reste est exporté vers l'Europe. Femia note que, malgré ces résultats positifs, certaines procédures douanières pourraient être simplifiées pour accélérer les échanges et améliorer l'efficacité opérationnelle. Le secteur aérospatial mexicain fabrique également des avions complets et contribue de manière significative à l'emploi et à l'innovation technologique du pays. Par ailleurs, Aeroméxico a été distingué pour la septième année consécutive par l'Airline Passenger Experience Association (APEX), récompensant la qualité de son service en cabine, ses offres gastronomiques, la connectivité WiFi et le divertissement à bord, confirmant sa position parmi les compagnies aériennes les plus performantes à l'international.

La mise en place du label « Hecho en México » constitue un soutien important pour le secteur textile. Selon Rafael Zaga Saba, dirigeant de la Chambre nationale de l'industrie textile, ce label s'inscrit dans le cadre du Plan México et apporte un souffle nouveau à un secteur qui a perdu 80 000 emplois ces dernières années. Cette contraction était principalement due à la contrebande et aux stratégies de *nearshoring* des géants asiatiques, notamment chinois, favorisées par des subventions étatiques et le recours au travail forcé dans le Xinjiang. Le Plan México vise à renforcer la compétitivité du secteur en s'appuyant sur les capacités productives nationales couvrant l'ensemble de la chaîne, de l'extraction des matières premières à la confection et au produit fini, permettant à la fois l'autosuffisance et l'exportation des excédents. Actuellement, les exportations représentent 36 % de la production nationale, principalement destinées aux États-Unis, où, par exemple, un tiers des pantalons pour hommes commercialisés sont produits au Mexique. Les régions du Nord, comme le Chihuahua et le Tamaulipas, bénéficient particulièrement de cette production intégrée. Le secteur se révèle primordial pour plus d'1,1 million d'employés à travers le pays, dont 70 % sont des femmes. Le label « Hecho en México » vise ainsi à valoriser la production et la consommation locales, stabiliser l'emploi dans certaines régions et limiter les effets du *nearshoring* et de la triangulation des géants chinois du textile.

Au premier semestre 2025, les investissements directs étrangers (IDE) dans la production automobile au Mexique auraient chuté de 41 %, pour s'établir à 3,592 Mds USD, contre un record de 6,091 Mds USD un an plus tôt. Dans la fabrication de pièces détachées, les entrées d'IDE auraient reculé de 24,6 %, à 1,232 Mds USD. Selon Gabriel Padilla, Directeur de l'Industria Nacional de Autopartes, cette baisse s'explique par l'incertitude liée aux politiques tarifaires des États-Unis et au ralentissement économique mondial. L'industrie prévoit un possible redressement en 2027, après la renégociation du T-MEC et un accord bilatéral sur les tarifs, ouvrant la voie au développement du « New Shoring 2.0 » centré sur l'électromobilité. Parallèlement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) souligne que cette période a été marquée par une forte volatilité commerciale, exacerbée par l'incertitude entourant l'entrée en vigueur des nouveaux droits de douane américains en avril 2025. L'organisation insiste sur le rôle des accords commerciaux régionaux comme levier essentiel pour stabiliser les flux d'investissement et soutenir la reprise du secteur automobile.

Finances publiques

Le Directeur général du recouvrement du Service de l'administration fiscale (SAT) estime que la réforme du Code fiscal fédéral visant les entreprises de facturation prévue dans le budget 2026 devrait contribuer à réduire la fraude fiscale. Cette nouvelle réforme vise les entreprises de facturation fictives qui créent des faux reçus utilisés à des fins fiscales par des entreprises ou des particuliers afin de réduire leurs impôts. Elle prévoit : (i) la mise en place de procédures abrégées d'environ 24 jours pour rendre des décisions (ii) l'annulation de la facturation dès le début de la procédure et (iii) la détention provisoire pour les associés et les actionnaires des

émetteurs de faux reçus fiscaux, qui ne pourront plus prendre part à d'autres entreprises. D'après le Directeur général du recouvrement du Service de l'administration fiscale (SAT), Gari Flores, ce type de mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales permet l'augmentation des recettes fiscales sans hausses d'impôts.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	25/09/2025
Bourse (IPC)	1,25%	18,97%	62 368,19 points
Change MXN/USD	0,38%	-6,26%	18,42
Change MXN/EUR	0,05%	-1,19%	21,63
Prix du baril mexicain	-0,74%	-6,29%	62,01

Amérique centrale

Costa Rica

Le Conseil d'administration de la Banque centrale du Costa Rica (BCCR) a approuvé une réduction du taux de politique monétaire (TPM) de 25 points de base à 3,50 %. Selon le président de la BCCR, Roger Madrigal, l'un des éléments qui a favorisé la réduction a été le comportement des prix intérieurs, l'inflation s'établissant à un niveau nettement inférieur à la fourchette cible (entre 2 % et 4 %). Pour rappel, l'inflation s'est établie à un niveau négatif en août 2025 (-0,94 % g.a.).

Selon l'OCDE, suite à l'augmentation des droits de douane américains sur les exportations costariciennes de 10 à 15 %, le Costa Rica doit repenser sa stratégie commerciale, améliorer sa compétitivité, envisager un ajustement de sa politique de change et à diversifier ses exportations. Dans ce contexte, il est en outre important que le Costa Rica continue de négocier avec les États-Unis pour chercher une réduction du tarif douanier. Pour rappel, le pays est très dépendant des États-Unis, qui reçoivent 47 % des exportations costariciennes et émettent 70 % des IDE à destination du pays.

El Salvador

Les exportations salvadoriennes ont progressé de 6,5 % g.a. entre janvier et août 2025, atteignant 4,6 Mds USD, selon la Banque centrale de réserve (BCR). L'industrie manufacturière soutient les exportations du pays puisqu'elle représente environ 84 % du total avec 3,85 Mds USD. Les États-Unis demeurent le principal destinataire des exportations salvadoriennes, suivis du Guatemala et du Honduras. Le pays pourrait atteindre 7 Mds USD d'exportations à la fin de l'année. En parallèle, les importations ont augmenté de l'ordre de 12,8 % g.a. et se sont élevées à 11,8 Mds USD, soulignant la forte demande interne. Sur l'ensemble de l'année, le Salvador maintient un déficit commercial de 7,2 Mds USD.

L'indice de risque-pays EMBI du Salvador a atteint 375, son niveau le plus bas depuis février 2025. Il poursuit sa tendance baissière amorcée en juillet 2022, lorsqu'il avait atteint 3500 points. À la fin de l'année 2023, l'indice EMBI salvadorien s'élevait à 684 points, puis à 388 points fin 2024. Malgré ces baisses successives, le Salvador reste le pays d'Amérique centrale avec l'EMBI le plus élevé, proche de la moyenne sud-américaine (386 points). Cette situation reflète le maintien d'un niveau d'endettement public élevé.

Les envois de fonds (*remesas*) au Salvador ont atteint 6,5 Mds USD entre janvier et août selon la Banque centrale de Réserve (BCR), en hausse de 19 % g.a.. Pour le seul mois d'août, le pays a enregistré une entrée de devises de 825 M USD, ce qui

constitue une hausse de 16 % g.a. Au total, 92 % de ces envois de fonds reçus en 2025, soit environ 6 Mds USD, proviennent des Etats-Unis. Au cours du S1 2025, les remesas pour les pays du Triangle Nord ont atteint 22,7 Mds USD.

Guatemala

Le Conseil monétaire de la Banque centrale du Guatemala (Banguat) a de nouveau abaissé le taux directeur de la politique monétaire de 0,25 point, de 4,5 à 4 %. Cette décision a été prise à l'unanimité, après une première baisse en août, alors que l'inflation reste à des niveaux largement inférieurs à la cible officielle de 4 %. En effet, l'inflation a augmenté de 1,17 % g.a. en août et a atteint 1,23 % sur l'ensemble de l'année. Ce nouvel assouplissement de la politique monétaire guatémaltèque fait suite à la baisse de taux de 0,25 point décidée la semaine dernière par la Réserve fédérale américaine (Fed).

Les recettes fiscales du pays ont progressé de 9,8 % g.a. depuis le début de l'année, atteignant environ 10 Mds USD, soit 70 % du total espéré pour 2025. Selon le Ministère des Finances Publiques, les recettes fiscales devraient représenter environ 14,3 Mds USD à la fin de l'année. Pour rappel, en 2024, le Guatemala avait collecté environ 13,5 Mds USD. La structure des recettes est dominée par l'Impôt sur le Revenu (12,8 %), les droits de douane (12,5 %) et la taxe sur la valeur ajoutée domestique (11,4 %).

La proposition de budget 2026 du ministère des Finances publiques prévoit un déficit de 3,3 % du PIB. Ce déficit représenterait près de 4,4 Mds USD, un niveau supérieur au seuil de 2 % recommandé par le FMI dans le cadre de la revue de l'article IV. Selon l'Institut centraméricain d'études fiscales (ICEFI), près de 69 % des ressources seraient consacrées aux dépenses de fonctionnement, contre seulement 17,5 % à l'investissement. Pour couvrir ce déficit, l'État projette d'émettre 3,6 Mds USD en bons du Trésor, dont plus du tiers, soit 1,2 Md USD, serait destiné au service de la dette. Par ailleurs, la Banque centrale du Guatemala (Banguat) et la Superintendance d'administration fiscale (SAT) estiment que les recettes fiscales atteindront 15,6 Mds USD en 2026, soit 11,9 % du PIB.

Les exportations guatémaltèques ont augmenté de 9,9 % g.a. au S1 2025 (+854 M USD) et se sont élevées à 9,46 Mds USD. Le café constitue le premier poste d'exportations (1,1 Md USD), suivi du textile (914 M USD) et du sucre (678 M USD). Selon la Banque centrale du Guatemala (Banguat), les exportations totales du pays devraient progresser de 7 % g.a. en 2025. La politique douanière américaine n'a pour l'instant que peu affecté les exportations du Guatemala à destination du pays puisque celles-ci ont progressé de 6,9 % g.a. (31,3 % du total exporté par le Guatemala), profitant du phénomène d'anticipation. Les exportations guatémaltèques à destination du Canada (+72,4 %), du Japon (+61,5 %) et de l'Union européenne (+16,5 %) ont par ailleurs fortement augmenté. Des inquiétudes pèsent néanmoins sur le secteur textile, dont les exportations ont légèrement diminué (-2,7 % g.a.).

Honduras

Les envois de fonds (remesas) ont augmenté de 25 % g.a. de janvier à août pour atteindre 7,9 Mds USD, selon la Banque centrale du Honduras (BCH). Cette hausse représente 1,6 Md USD de plus qu'en 2024 sur la même période. Le montant total des remesas reçues à la fin de 2025 devrait être de 10,25 Mds USD. Les Etats-Unis constituent le premier pays d'envois, représentant 88 % du total, suivis de l'Espagne avec 8,5 %. Les remesas constituent un pilier économique essentiel du Honduras puisqu'elles comptent pour 25,6 % du PIB.

Panama

Le Panama a enregistré une croissance de 4,4 % au S1 2025. D'après l'Institut National de Statistique et de Recensement (INEC), le PIB aurait atteint une valeur de 40,3 Md USD en prix constants. Cette croissance aurait été principalement soutenue par le commerce de détail (+12,6%), les revenus des péages du Canal (+24,1%), le transport aérien (+12,0 %), la génération d'énergies renouvelables (+18,5 %), les ventes de voitures (+2,4 %) et les services financiers (+2,3 %). A l'inverse les réexportations de la Zone Franche de Colón ont reculé de 3,1 % au S1 2025, tout comme les exportations de bananes, qui ont chuté significativement de 67,9 % en raison du conflit social avec les ouvriers du secteur.

La Commission du budget de l'Assemblée Nationale a approuvé en deuxième débat le projet de loi sur le budget du Canal de Panama pour l'exercice budgétaire 2026, qui prévoit des recettes à 5,2 Mds USD, en recul par rapport aux 5,6 Mds USD prévus en 2025. Selon l'administrateur de l'Autorité du Canal de Panama (ACP), Ricaurte Vásquez Morales, cette baisse découle de facteurs externes, notamment la politique tarifaire des États-Unis, qui pèse sur la demande dans des segments tels que les porte-conteneurs et les navires transporteurs de véhicules. En revanche, les contributions de l'ACP au budget de l'État devraient atteindre 3,1 Mds USD en 2026, soit 404,3 M USD de plus qu'en 2025 (2,7 Mds USD).

Le secteur bancaire panaméen aurait cumulé un total de 157,8 Mds USD d'actifs en juillet 2025, soit une augmentation de 6,73 % sur un an, selon les données de l'Association bancaire du Panama (ABP). Les dépôts se sont établis à 113,1 Mds USD (+7,5 % en glissement annuel), dont 60 % d'origine nationale et 40 % internationale. Le président exécutif de l'ABP, Carlos Berguido, a salué cette progression, soulignant qu'il s'agit d'« *une grande réussite pour un pays de seulement 4 millions d'habitants* », rappelant par ailleurs que le Panama figure actuellement à la 21ème place mondiale dans les indices financiers.

Caraïbes

Cuba

Le Mexique accroît ses exportations de pétrole vers Cuba. Alors que l'île traverse une période de graves pénuries, notamment dans le domaine énergétique, les importations de pétrole depuis le Mexique continuent d'augmenter. Selon un rapport de Gasolinas Bienestar, filiale de la compagnie pétrolière mexicaine Pemex, les exportations vers Cuba ont augmenté de 6% g.a. au S1 2025, passant ainsi de 272 M USD au à 289 M USD. D'après des estimations, ce montant équivaldrait à 3,3 M de barils. Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation des exportations de pétrole brut durant cette période (+2,8 %). Les ventes de produits dérivés ont, pour leur part, diminué, passant de 1 800 barils/j en 2024 à 1 700 barils/j en 2025. En termes de volume, ces valeurs ont représenté pour Pemex, 3,3% de ses exportations totales de pétrole brut et 1,8 % de produits dérivés du pétrole. Ces chiffres contredisent néanmoins les publications de l'organisation *Mexicanos contra la Corrupción y la Impunidad* (MCCI) qui indiquent la réalisation, entre le 29 mai et le 27 juin 2025, de 39 transactions d'exportations vers l'île. Ces dernières auraient mobilisé 20 navires transportant 10,2 millions de barils de pétrole brut et 132,5 millions de barils de produits dérivés. La valeur totale de la cargaison s'élèverait à 850 MUSD, un montant proche de la somme des envois vers Cuba entre juillet 2023 et septembre 2024, estimés à 1 000 M USD.

Jamaïque

Fitch Ratings a confirmé la perspective positive associée à la note souveraine « BB- » de la Jamaïque à la suite des élections générales. Selon l'agence « *cette perspective positive reflète l'anticipation d'une amélioration continue des indicateurs de la dette et d'un renforcement du cadre politique au cours des prochaines années* ». Fitch prévoit que la dette publique brute atteindra 59 % du PIB en 2027, soit un an avant l'objectif de 60 % fixé pour 2028. En outre, l'agence ne s'attend pas à de changements majeurs en matière de politique économique ou budgétaire après la réélection du Parti travailliste jamaïcain (JLP) pour un troisième mandat consécutif.

Le secteur financier jamaïcain a vu son portefeuille de crédit croître de 132 % sur huit ans, atteignant plus de 1,5 Md USD fin juin 2025, selon la Bank of Jamaica. Entre 2020 et 2025, les banques commerciales ont maintenu un ratio prêts/dépôts (LDR) compris entre 71 % et 76 %, tandis que les sociétés de crédit hypothécaire ont régulièrement dépassé 90 %, avec un pic à 98,7 % en 2022. La croissance du crédit de ces sociétés spécialisées (+11,8 % en 2025) réduit leur marge de manœuvre pour absorber les retraits, ce qui suscite des inquiétudes chez les analystes.

République Dominicaine

La Banque d'épargne et de crédit Fondesa (Banfondesa) a lancé la première obligation durable dans le secteur de la microfinance en République Dominicaine pour un montant de 250 M DOP (≈ 3,4 M EUR). Cette première émission, d'une durée de cinq ans (avec échéance en septembre 2030), offre un taux d'intérêt fixe de 10 % par an. Approuvé par la Superintendance des pensions (Sipen), ce titre devient éligible aux investissements des fonds de pension, renforçant la crédibilité de l'instrument. Il bénéficie par ailleurs d'une note de risque A, attribuée par l'agence de notation chilienne Feller Rate. Les ressources mobilisées visent à promouvoir l'inclusion financière et à financer des projets à fort impact social et environnemental, notamment dans les domaines de l'énergie propre, de l'efficacité énergétique et du soutien aux communautés à faibles revenus. Ce lancement marque une avancée majeure pour les finances durables en République dominicaine, en élargissant les options de financements responsables et en positionnant la microfinance comme levier d'inclusion sociale et de développement durable.

Le gouvernement maintient les prix des principaux carburants grâce à une subvention de 231,1 M DOP (≈ 3,1 M EUR). Pour la semaine du 20 au 26 septembre, l'essence premium (≈ 4 EUR le gallon), l'essence ordinaire (≈ 3,7 EUR), le gasoil ordinaire (≈ 3 EUR) et le gasoil optimal (≈ 3,3 EUR) restent inchangés, tandis que des produits comme l'Avtur et le kérosène enregistrent des variations minimales. Cette politique vise à protéger le pouvoir d'achat des ménages et à stabiliser les coûts pour les secteurs fortement dépendants de l'énergie, tels que le transport et l'industrie. Néanmoins elle représente une charge budgétaire significative qui interroge sur la soutenabilité de tels mécanismes face aux fluctuations des cours internationaux du pétrole.

Trinité-et-Tobago

Le 12 septembre, le ministre des Finances, Davendranath Tancoo, a présenté à la Chambre des représentants le projet de loi du gouvernement encadrant les cryptoactifs et leurs prestataires de services. Le texte propose d'interdire l'achat, la vente, l'échange ou le transfert de crypto-monnaies, dont le Bitcoin et l'Ethereum, jusqu'au 31 décembre 2027, et prévoit des sanctions pouvant atteindre 5 M USD pour toute activité non autorisée avec des actifs virtuels.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

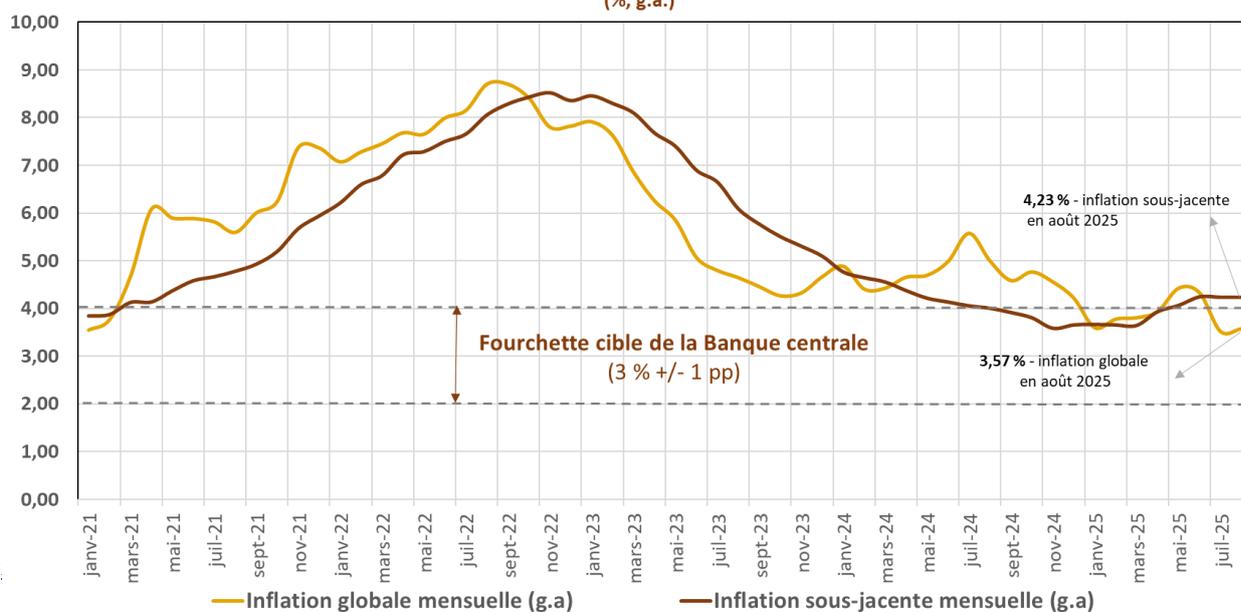
Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,4%	0,2%	1,4%	60,7%	3,5%	7,50%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	3,50%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,00%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Juillet 2025

- Annexe Graphique Mexique -

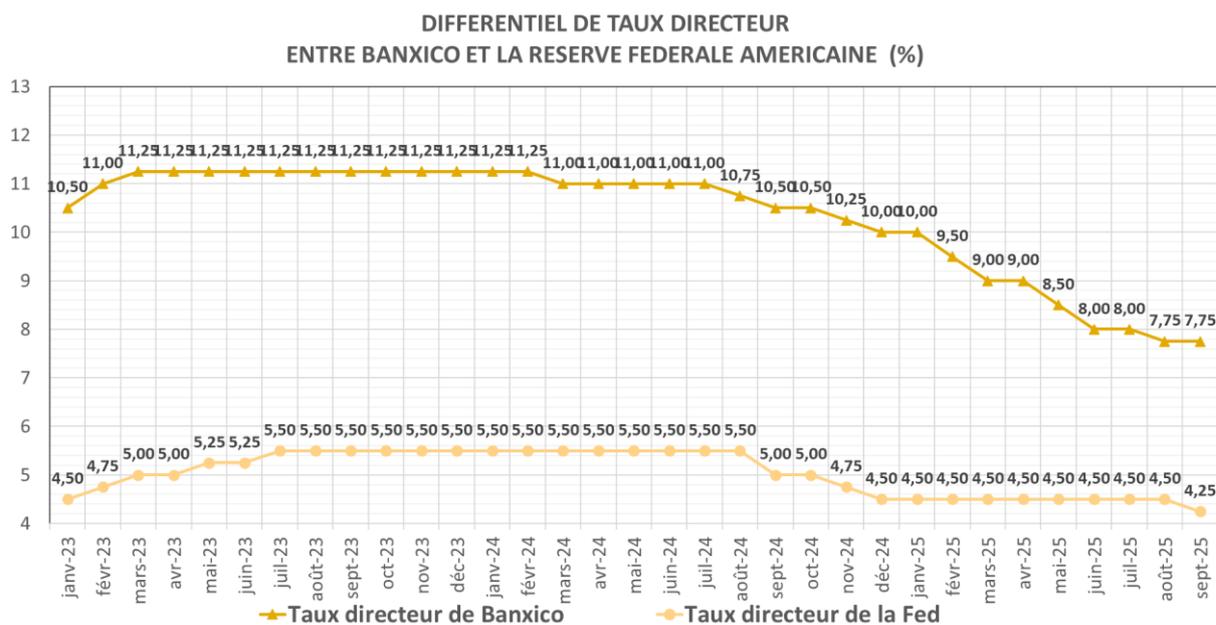
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)



date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,75	4,25	350

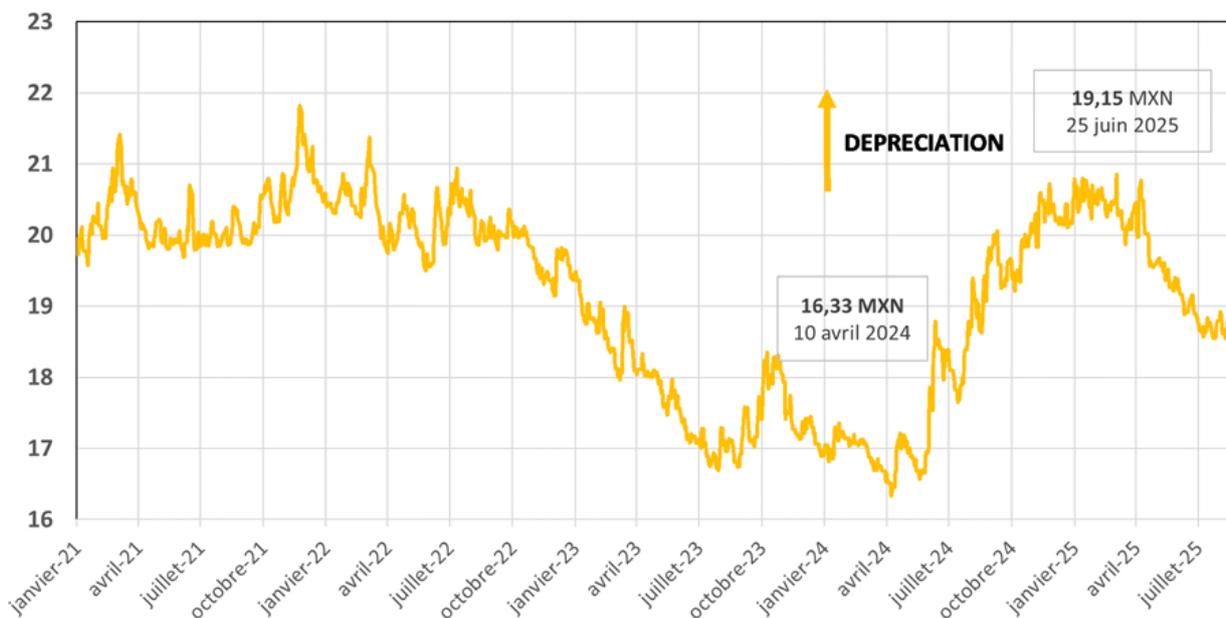
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

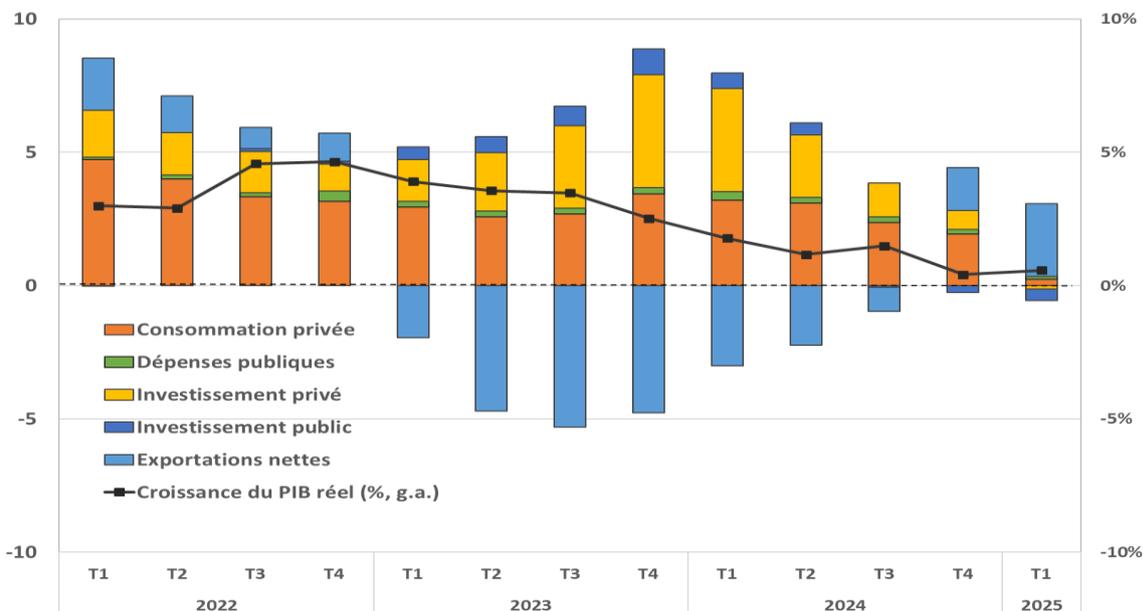
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

PIB REEL ET SES COMPOSANTS

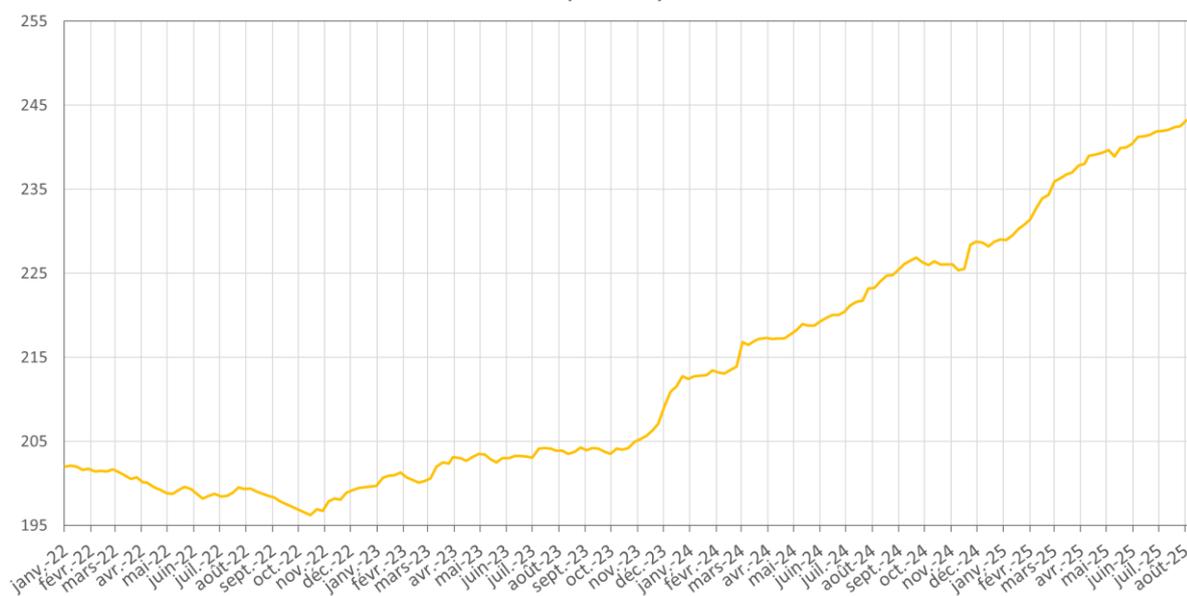
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr